



Séance ordinaire du mardi 14 décembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Florence AUBY, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard MODOT, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT

Hors commission - Délégation de Service Public (DSP) Transport Urbain - Avenant n°5 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société anonyme d'économie mixte TaM pour la gestion de la Délégation de Service Public (DSP) portant sur les services de transport public urbain pour la période 2018-2024.

Ce contrat de DSP, qui a été signé le 27 juin 2018, est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans.

Par délibération n°M2018-667 en date du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au contrat de DSP, visant à acter la création de la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole (T3M) et approuver le contrat de subdélégation entre la société TaM et la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole, pour la période 2019-2024.

Par délibération n°M2019-754 en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°2 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en œuvre du nouveau réseau de bus urbains et suburbains au 1^{er} septembre 2019 et à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du Déléataire et d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2020-468 en date du 17 décembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°3 au Contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la Covid-19 d'une part, et de la mise en place de la 1^{ère} phase de la gratuité d'autre part.

Par délibération n°M2021-322 en date du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°4 au Contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en place de la 2^e phase de la gratuité et d'une optimisation de l'offre du réseau, et à mettre à jour les programmes d'investissements du Déléant.

Le programme d'investissements subventionnés du Déléataire nécessite une mise à jour par avenant, du fait de demandes émanant de la Métropole (expérimentation d'un tramway « fret », augmentation de la capacité des rames de tramway, prolongation du système VéloMagg) et d'investissements devenus nécessaires du fait de la vétusté ou de l'obsolescence de certains équipements ou infrastructures (réfection de la plateforme tramway au niveau de la gare Saint-Roch, changement du système d'aide à l'exploitation, remplacement de la signalisation ferroviaire, travaux urgents de remplacement des rails sur les secteurs de la Gare Saint-Roch et du Corum).

Le présent avenant prévoit également plusieurs dispositions concernant le contrat de DSP et l'exploitation du réseau de transports collectifs : prise en charge par la Métropole des surcoûts d'exploitation et des pertes de recettes sur le réseau de bus, liés aux travaux de la ligne 5 de tramway, au titre des années 2021 et 2022 ; prolongation du système de vélos en libre-service VéloMagg jusqu'au 31 décembre 2022 ; mission d'assistance confiée au Déléataire concernant la conception des nouvelles rames de tramway livrées en 2025 ; modification du régime de versements de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation (SFE) et des compensations tarifaires ; mise à jour d'annexes techniques, concernant la grille tarifaire, les P+Tram et la démarche qualité, sans impact financier.

Conformément à l'article L.3135-1 du Code de la commande publique, et dans ce contexte, il est proposé la signature d'un avenant n°5 au contrat de DSP, qui prend en compte les effets des diverses décisions et modifications suivantes :

- Modification du programme et de l'échéancier des investissements subventionnés du Déléataire (annexe n°13), pour la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2023, pour un montant de + 7,5 M€ par rapport à l'avenant n°2, générant un impact total de + 0,12 M€ sur la SFE (en dotation aux amortissements sur les années 2022 à 2024) ;
- Indemnisation des surcoûts d'exploitation et des pertes de recettes sur le réseau de bus, liés aux travaux de la ligne 5 de tramway, pour un montant de + 0,45 M€ HT (en valeur 2020) au titre de l'année 2021 et de + 1,26 M€ HT (en valeur 2020) au titre de l'année 2022, sur la SFE ;
- Prise en compte des impacts techniques et financiers de la prolongation jusqu'au 31 décembre 2022 du service de location de vélos en libre-service Vélomagg, s'élevant à + 0,44 M€ HT sur la SFE pour une année pleine ;
- Réalisation par le Déléataire d'une mission d'assistance concernant la conception des nouvelles rames de tramway livrées en 2025, sans impact financier sur la SFE ;
- Modification des articles 70.1 et 70.2 du contrat de DSP, pour adaptation des modalités de versement des acomptes des subventions de fonctionnement (SFE et GER) et des compensations tarifaires en trimestres à échoir ;
- Mise à jour de certaines annexes du contrat de DSP, sans impact financier sur la SFE : modification de l'échantillonnage des contrôles sur les indicateurs de la démarche qualité (annexe n°20 « démarche qualité »), création d'un Pass gratuit de groupe pour les écoles (annexes n°30 « grille tarifaire » et n°31 « compensations tarifaires »), modification des conditions d'accès aux P+TRAM (annexes n°30 « grille tarifaire » et n°40 « exploitation des P+Tram »).

Au-delà des annexes précitées, l'annexe n°29 « compte d'exploitation prévisionnel » sera modifiée en application des dispositions du présent avenant.

L'impact financier de l'avenant 5 est une hausse du total des produits d'exploitation, sur l'ensemble du contrat (2018-2024), de + 2,9 M€ (+ 0,5 %) par rapport à l'avenant n°4 et de + 10,5 M€ (+ 1,7%) par rapport au contrat initial.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'avenant n°5 au contrat de DSP des transports publics urbains, ainsi que les annexes mises à jour ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, Mme Marie-Delphine PARPILLON, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 20/12/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 21 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211214-174934-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°5
- Annexe n°13 à la DSP
- Annexe n°20 à la DSP
- Annexe n°29 à la DSP
- Annexe n°30 à la DSP
- Annexe n°31 à la DSP
- Annexe n°40 à la DSP

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.